

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20221216-1579-DE-1-1
Date de télétransmission : 19/12/2022
Date de réception préfecture : 19/12/2022

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND
Directeur général



Pas de Calais Habitat
4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 16 DÉCEMBRE 2022

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame MENU, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur CHERET, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL, Madame VAN HEGHE.

Excusés : Monsieur PANNIER qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur DUBREUCQ.

Convention règlementée pour information
Rupture conventionnelle d'un contrat de travail
(art. L.1237-14 du Code du travail)

Direction ressources humaines
Rapporteur : M. [REDACTED]

Vu les dispositions des articles L 423-10, L 423-11 et L 423-11-1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Les membres du Conseil d'administration sont informés des conventions suivantes,

conclues dans le cadre du dispositif de rupture conventionnelle prévu par les articles L1237-11 et suivants du Code du travail.

Rupture conventionnelle du contrat de travail de Monsieur [REDACTED]

Monsieur [REDACTED] a été engagé par Pas-de-Calais habitat à compter du [REDACTED] et occupait les fonctions de Directeur d'Etudes Innovation, au sein de la Direction du Patrimoine et de la Maîtrise d'Ouvrage.

A la suite d'un entretien et de l'information de Monsieur [REDACTED] sur les droits que le salarié tire d'une rupture conventionnelle homologuée, celle-ci a été signée le [REDACTED], puis après expiration des délais de rétractation et d'instruction, a été homologuée par la DIRECCTE.

Dans le cadre de la convention, il a été convenu :

- de fixer la date de la rupture du contrat de travail au 30 juin 2022 ;
- que Monsieur [REDACTED] percevrait une indemnité spécifique de rupture conventionnelle d'un montant total de [REDACTED] et le solde des salaires et primes restant éventuellement dus.

Rupture conventionnelle du contrat de travail de Madame [REDACTED]

Madame [REDACTED] a été engagée par Pas-de-Calais habitat à compter du [REDACTED] et occupait les fonctions d'Assistante Point Service.

A la suite d'un entretien et de l'information de Madame [REDACTED] sur les droits que le salarié tire d'une rupture conventionnelle homologuée, celle-ci a été signée le [REDACTED], puis après expiration des délais de rétractation et d'instruction, a été homologuée par la DIRECCTE.

Dans le cadre de la convention, il a été convenu :

- de fixer la date de la rupture du contrat de travail au 31 août 2022 ;
- que Madame [REDACTED] percevrait une indemnité spécifique de rupture conventionnelle d'un montant total de [REDACTED] et le solde des salaires et primes restant éventuellement dus.

Rupture conventionnelle du contrat de travail de Monsieur [REDACTED]

Monsieur [REDACTED] a été engagé par Pas-de-Calais habitat à compter du [REDACTED] et occupait les fonctions de Responsable des services à la clientèle au sein de la Direction Territoriale d'Arras.

A la suite d'un entretien et de l'information de Monsieur [REDACTED] sur les droits que le salarié tire d'une rupture conventionnelle homologuée, celle-ci a été signée le [REDACTED] puis après expiration des délais de rétractation et d'instruction, a été homologuée par la DIRECCTE.

Dans le cadre de la convention, il a été convenu :

- de fixer la date de la rupture du contrat de travail au 31 août 2022.que Monsieur [REDACTED] percevrait une indemnité spécifique de rupture conventionnelle d'un montant total de [REDACTED] et le solde des salaires et primes restant éventuellement dus.

Rupture conventionnelle du contrat de travail de Monsieur [REDACTED]

Monsieur [REDACTED] a été engagé par Pas-de-Calais habitat à compter du [REDACTED] et occupait les fonctions de Directeur des politiques clients et solidarités. A la suite d'un entretien et de l'information de Monsieur [REDACTED] sur les droits que le salarié tire d'une rupture conventionnelle homologuée, celle-ci a été signée le [REDACTED], puis après expiration des délais de rétractation et d'instruction, a été homologuée par la DIRECCTE.

Dans le cadre de la convention, il a été convenu :

- de fixer la date de la rupture du contrat de travail au 30 septembre 2022 ;
- que Monsieur [REDACTED] percevrait une indemnité spécifique de rupture conventionnelle d'un montant total de [REDACTED] et le solde des salaires et primes restant éventuellement dus.

Rupture conventionnelle du contrat de travail de Madame [REDACTED]

Madame [REDACTED] a été engagée par Pas-de-Calais habitat à compter du [REDACTED] et occupait les fonctions de Responsable des Copropriétés au sein du Service Ventes, atypiques et copropriétés. A la suite d'un entretien et de l'information de Madame [REDACTED] sur les droits que le salarié tire d'une rupture conventionnelle homologuée, celle-ci a été signée le [REDACTED], puis après expiration des délais de rétractation et d'instruction, a été homologuée par la DIRECCTE.

Dans le cadre de la convention, il a été convenu :

- de fixer la date de la rupture du contrat de travail au 30 septembre 2022 ;
- que Madame [REDACTED] percevrait une indemnité spécifique de rupture conventionnelle d'un montant total de [REDACTED] et le solde des salaires et primes restant éventuellement dus.

Il est précisé aux membres du Conseil d'administration que, conformément aux dispositions légales, la rupture conventionnelle du contrat de travail ouvre droit aux allocations d'assurance chômage, dès lors que les conditions requises sont remplies.

Les parties s'engagent à tenir confidentielle la convention qui les lie et de ne la révéler à quiconque, en dehors des administrations sociales, fiscales et autres, légalement

habilitées à en avoir communication.

La contestation d'une rupture conventionnelle par l'une ou l'autre partie est de la compétence exclusive du conseil de prud'hommes, le délai de recours étant de douze mois à compter de la date d'homologation de la rupture. Passé ce délai, toute demande au titre de la rupture du contrat de travail est irrecevable et la convention devient définitive.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ prennent connaissance, conformément à l'article L.423-11-1 du code la construction et de l'habitation, des ruptures conventionnelles des contrats de travail évoqués ci-dessus.

Décision prend acte